

Revue



du

Pays de Caux



POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

N° 1.

Mars 1902.

Revue du Pays de Caux N°1 Mars 1902 POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

Pierre de Coubertin



Imprimerie A. Lanier, Auxerre, 1902

Exporté de Wikisource le 25/04/2018

Revue du Pays de Caux

paraissant 6 fois par an

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION

de

Pierre DE COUBERTIN

SOMMAIRE DU N° 1

(Mars 1902)

[Voir loin, parler franc, agir ferme.](#)

[Ce qui se passe dans le monde.](#)

[Questions pédagogiques.](#)

[Le problème de l'Europe centrale.](#)

[La dernière gerbe de Victor Hugo.](#)

[Hygiène et propreté.](#)

[La Fille sauvage.](#)

[Questions Financières.](#)

Bibliographie.

VOIR LOIN, PARLER FRANC, AGIR FERME

Ceci n'est point une publication électorale.

Nous ne sommes candidats à rien du tout. Nous ne prétendons qu'à votre estime et nous ne vous demandons que de nous lire et de nous faire lire autour de vous.

Ce n'est pas davantage l'esprit de parti qui nous guide. Nous ne dépendons d'aucune Ligue, nous n'avons d'attache avec aucun groupe. Nous ne sommes liés à personne. Et pour que notre liberté soit plus complète encore, nous nous sommes émancipés de votre aimable joug, amis lecteurs. Au rebours de tout ce qui s'est vu jusqu'ici, ce n'est pas vous qui choisissez notre Revue, c'est nous qui vous choisissons comme abonnés et comme vous êtes des abonnés gratuits, vous ne serez pas surpris de nous entendre dire parfois des vérités qui vous déplairont.

Notre premier désir est de vous rappeler à la fois que vous avez une petite patrie dans la grande et que la grande n'est pas seule dans le monde.

C'est notre volonté ferme de lutter, dans la mesure de nos moyens, contre le mensonge qui coule à pleins bords dans l'univers moderne et constitue avec l'alcoolisme, un des pires

fléaux qui menacent notre civilisation.

Nous vous parlerons de vos enfants que vous élevez mal, de vos maisons qui sont médiocrement tenues, de vos habitudes d'esprit qui sont défectueuses.

Nous nous efforcerons de détourner parfois vos regards du colza et de la betterave pour les diriger vers l'horizon humain ; et quand votre oreille sera lasse d'entendre les bruits de la grange ou de l'atelier, nous vous demanderons d'écouter avec nous ce que dit le vent du large qui agite, sur vos côtes abruptes, les drapeaux des sémaphores.

Nous vous parlerons des Républiques américaines qui grandissent puissamment de l'autre côté du vaste océan, de cette Australie confédérée qui vient d'introduire son drapeau dans le faisceau des couleurs nationales, de cet étrange Japon qui s'apprête à secouer la longue somnolence des races jaunes. Nous apprendrons à votre pensée à faire facilement le tour du monde pour y suivre les labeurs et les conquêtes de vos semblables.

Et ce sera notre joie et notre fierté de relever en toute occasion les traces fréquentes des Normands, nos glorieux ancêtres.

Leur bon sens dans le jugement, leur persévérance dans l'action, leur vaillance dans le péril ont constitué le patrimoine moral de votre race. Il en est peu qui possèdent un pareil passé.

Ces lointaines figures, précisément, émergent aujourd'hui des musées où la curiosité des érudits venait seule les chercher. C'est que la planète tourne et que les siècles reparaissent en des retours imprévus. Après-demain peut-être, on

recommencera de ciseler à jour la civilisation, de la travailler en dentelle comme les murailles ajourées de vos impérissables monuments. Mais les heures qui sonnent ont d'autres exigences : c'est le moment d'agir, d'être énergique et fort. Il faut pour les tâches qui s'esquissent des âmes bien trempées et des corps solides.

C'est pourquoi nous inviterons vos fils à l'initiative et à l'audace.

Ainsi se précise la physionomie de notre petite revue et s'explique le préambule inscrit à la première page, et dont nous prétendons faire notre devise... et la vôtre :

Voir loin — parler franc — agir ferme.



CE QUI SE PASSE DANS LE MONDE

« Beaucoup de bruit pour rien » est le titre d'une comédie de Shakespeare et il y a certes, des moments où ce titre conviendrait à une chronique de politique universelle. Mais en ce moment c'est plutôt la formule inverse qu'il faudrait employer. « Peu de bruit pour beaucoup » répondrait mieux à la réalité. Il se passe toutes sortes d'événements considérables auxquels on ne prête pas, en général, une suffisante attention. Nous allons en dire rapidement, quelques mots.

La Guerre Anglo-Boer.

Après de longues hésitations, le gouvernement Hollandais a tenté la démarche que les « Pacifiques » d'Europe réclamaient avec tant d'insistance et s'est fait éconduire à Londres. La chose s'est opérée doucement. Il est probable que le premier ministre Hollandais, le Docteur Kuyper, ne se faisait guère d'illusions à ce sujet : mais il avait à cœur de libérer sa conscience par une tentative quelconque ; il l'avait promis à ses électeurs ; il le devait à ses infortunés compatriotes de l'Afrique du Sud. En honnête homme, il a agi, se disant sans doute que si cela ne faisait pas de bien, cela ne ferait toujours pas de mal. Et, en effet, cela n'a rien fait du tout. Mais, personne, maintenant, ne se risquera plus à intervenir, d'autant

qu'aucune puissance ne serait aussi bien qualifiée pour cela que ne l'était la Hollande. Le gouvernement de la reine Wilhelmine avait des titres spéciaux pour offrir sa médiation et il pouvait le faire sans donner d'ombrage à celui du roi Édouard. Là où il a échoué, personne ne saurait se flatter de réussir. Le curieux de l'affaire, ce sont les espoirs multiples et ardents que l'initiative Hollandaise a fait naître en Europe. Des journaux, des Sociétés, des individus ont exulté, comme si le vieux président Krüger était déjà en route pour rentrer à Prétoria. Cela montre à quel point l'opinion européenne est encore obtuse sur ce chapitre de l'histoire contemporaine. La pitié si légitime que lui inspirent les malheurs des Boers, l'admiration qu'elle éprouve pour leurs exploits, la vilaine figure du ministre Chamberlain, tout cela s'est combiné pour l'égarer. Elle ne voit ni les causes réelles de la guerre, ni son issue fatale, ni l'impossibilité où se trouve l'Angleterre de rien céder, ni enfin l'impossibilité où seraient les Boers de profiter d'aucune concession. Elle raisonne du Transvaal comme si c'était la Bavière et ne parvient pas à comprendre ses erreurs, quand même les événements les lui font sans cesse toucher du doigt. C'est là une circonstance très regrettable parce qu'il en sort toutes sortes de raisonnements erronés qui peuvent peser, sur la politique française notamment, d'une façon bien fâcheuse. Dans un de nos prochains numéros, nous reviendrons en détail sur cette question.

Le Conflict Chilo-Argentin.

Regardez donc la carte de l'Amérique du Sud, cela vous fera repasser votre géographie. Peut-être n'avez vous jamais

remarqué combien la géologie s'y est divertie aux dépens de la politique. Dans le haut du continent, on s'arrange encore à l'amiable. La Colombie, la République de l'Équateur et le Pérou ont pris façade sur l'Océan Pacifique ; le Venezuela et les trois Guyanes, serrées comme trois moineaux sur un branchage, se baignent les pieds dans l'Atlantique. Mais plus bas, la Cordillère des Andes grandit démesurément et, du même coup, se rapproche du rivage dans une évidente pensée de tyrannie systématique à l'égard des Chiliens : un peu plus, elle les flanquerait à l'eau. Pauvres Chiliens, que voulez-vous qu'ils deviennent sur une bande de terre étroite comme l'esprit d'un sectaire et longue comme une négociation diplomatique ? Devant eux, une mer immense et vide d'où surgit ironiquement la petite île de Pâques dont ils se sont fait une colonie. Derrière eux, la formidable muraille des Andes, sous laquelle finira bien par passer un chemin de fer, mais qu'un peuple entier ne réussira jamais à franchir. Avec cela, un sol fertile, de l'ambition, de l'énergie, de la richesse. Au Nord, il y avait de belles ressources minières ; elles appartenaient à la Bolivie ; ils ont fait la guerre et les ont prises. Cela leur a procuré de l'agrément et des occupations intéressantes. Mais l'appétit a été vite rassasié et ils aimeraient bien, à présent, renouveler l'opération, vers le Sud, cette fois, où gisent d'autres ressources, que la République Argentine, occupée avec ses troupeaux, n'a pas encore entrepris d'exploiter. Précisément, la frontière de ce côté est très indécise ; il y a matière à contestation et de la meilleure foi du monde. La dispute était déjà soulevée et nonobstant que le Roi d'Angleterre eût été, au début (quand il ne s'agissait que d'un tracé à vérifier) choisi comme arbitre, le Chili faillit provoquer la guerre sans attendre

la décision de l'arbitre, dès qu'il vit que le territoire contesté en valait la peine. Seulement, c'est une grave affaire que de se battre avec les Argentins qui ont de quoi se payer des canons et qui ne manquent point de patriotisme. Au dernier moment, les plus belliqueux ont hésité et d'un commun accord, on s'est efforcé d'apaiser l'effervescence qui montait ferme sur chaque versant des Andes. Il est à craindre que l'apaisement ne soit que provisoire. Voilà une affaire qui a bien des chances de ne pas finir gentiment.

Y a-t-il encore une Pologne ?

Mais parfaitement, et plus que jamais. C'est M. Prudhomme qui est surpris ! Il avait toujours entendu dire que le grand Frédéric de Prusse, la grande Marie-Thérèse d'Autriche et la non moins grande Catherine de Russie, avaient réussi à en débarrasser le monde, voici près de 140 ans : entreprise généreuse, car il n'y avait pas moyen de s'entendre avec ces Polonais qui s'obstinaient à vouloir rester les maîtres de se disputer entre eux comme bon leur semblait ! On en fit trois morceaux et M. Prudhomme pensait également que lorsqu'on est coupé en trois morceaux, nation ou individu, on n'existe plus. Erreur ! Une nation vit en trois morceaux : elle vit mal, mais elle vit et un siècle plus tard, on trouve les trois morceaux occupés à préparer leur réunion tout comme si on ne les avait séparés que de la veille.

Si vous voulez savoir ce qu'était la Pologne au ^{xvii}^e siècle, tracez sur une carte d'Europe deux lignes partant de la mer Noire et remontant vers la Baltique, l'une qui longera le Dniester, les Karpathes, l'Oder et ira aboutir près de Dantzic,

l'autre qui suivra le Dnieper jusqu'aux environs d'Ekaterinoslaw et montera de là tout droit vers le nord jusqu'à Wiazma près de Moscou pour obliquer ensuite vers le nord-ouest et finir à Narva dans le golfe de Finlande. À l'exception de la Prusse Ducale agglomérée autour de Tilsitt et de Kœnigsberg, tout cet immense territoire appartenait à la « République Royale » de Pologne, République aristocratique dont le chef élu prenait le titre de roi.

La population qui habite actuellement dans les limites de la Pologne du ^{xvii}^e siècle s'élève à plus de 48 millions d'âmes ; et là-dessus, il y a après de 30 millions de Polonais. Vous entendez bien : nous disons trente millions de Polonais. Et je vous demande un peu si cela a le sens commun de traiter de quantité négligeable une race qui, à son foyer même, compte un pareil nombre de représentants ! C'est de l'aberration. On peut détruire son foyer tant que l'on voudra. Il est de toute certitude qu'elle arrivera à le reconstruire. Il faut être bouché comme seul un homme d'État peut arriver à l'être, pour ne pas apercevoir la nécessité historique de cet avenir. Qui de l'empereur d'Allemagne ou de l'empereur de Russie s'en rendra compte le premier ? Celui-là a de grandes chances de devenir roi de Pologne et ce ne sera pas un mince avantage pour sa couronne impériale que d'y adjoindre un pareil fleuron. En attendant, le gouvernement de Berlin détient le record de la maladresse et c'est le scandale causé par lui dans le district de Posen où des enfants ont été martyrisés par les maîtres d'école pour s'être obstinés à réciter leurs prières en Polonais, qui a permis de mesurer l'intensité des sentiments patriotiques qui subsistent en ces régions. Des trois partageants de la Pologne,

il y en a toujours au moins un qui prend soin d'attiser par d'ineptes persécutions le feu du culte national ; autrefois ce fut l'Autriche, puis la Russie ; aujourd'hui c'est l'Allemagne.

Les Polonais d'Autriche, assez libres et respectés, participent largement au gouvernement de l'Empire et se font la main à la politique ; ceux de Russie se sont tournés vers les affaires et leur pays s'est prodigieusement développé et enrichi ; ceux de Prusse souffrent pour la cause commune et lui assurent l'invincible force que produit toujours la persécution. Ainsi se remplissent les réserves de sens politique, de puissance financière et d'élan national qui rétabliront un jour l'antique et noble Pologne.

Mensonge Maladroit.

C'est un vieux dada de la presse Anglaise, de persuader aux États-Unis que, lors de la guerre de Cuba, ils furent sauvés par l'Angleterre d'une intervention Européenne. Il n'y a pas un mot de vrai dans cette histoire. Mais ce qui est grave c'est qu'un des membres du cabinet britannique, Lord Cranborne, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, questionné à la Chambre des Communes par un député, prit à son compte cette ingénieuse fumisterie et sans oser la confirmer positivement, s'arrangea pour l'accréditer par sa réponse. Il comptait sans Guillaume II. L'empereur d'Allemagne n'ayant pu réussir, par les démentis de ses journaux officieux, à couper les ailes de ce canard, fit publier une dépêche de son ambassadeur à Washington relatant la tentative zélée faite par son collègue Britannique, à la veille de la guerre, pour obtenir une intervention collective de l'Europe, proposition que

l'Allemagne repoussa. Voilà Lord Cranborne dans une jolie posture. Il aura quelque peine à s'en tirer. Nul ne le plaindra.

L'alliance Anglo-Japonaise.

On raisonne de tous côtés sur les conséquences possibles de l'alliance Anglo-Japonaise dont la proclamation a surpris tout le monde. Les conjectures vont leur train. Chacun prophétise de son mieux et passe en revue des régiments d'hypothèses qu'on peut multiplier à l'infini. Pour nous en tenir aux faits, il ne semble pas que le traité soit le résultat d'une lente orientation des deux pays l'un vers l'autre ; c'est une œuvre de circonstance nécessitée, au point de vue Anglais et au point de vue Japonais, par la politique agressive et peu honnête de la Russie en Extrême-Orient. La fidélité que notre honneur comme notre intérêt nous ordonne de garder envers notre alliée, ne doit pas nous aveugler sur ses mérites ou ses démérites ; il est trop certain que la Russie qui accomplit en Finlande une besogne aussi vilaine qu'absurde, s'est, en Extrême-Orient, moqué de l'Europe. Elle seule, dans le désintéressement général qu'avaient provoqué les dangers courus à Pékin par les représentants de la civilisation occidentale, ne pensa qu'à s'agrandir et à s'enrichir : par des négociations prématurées avec l'ennemi commun, elle affaiblit la portée de l'expédition et en compromit les résultats. L'Angleterre, les mains liées par la guerre Sud-Africaine et ne pouvant défendre ses intérêts, chercha pour les lui confier un tiers de bonne volonté. Un moment on crut que ce tiers serait l'Allemagne, mais l'Allemagne pour plaire à l'Angleterre ne voulait pas se brouiller avec la Russie ; elle ne prit pas assez à

cœur l'affaire de la Mandchourie. Il ne restait donc que le Japon, le Japon dont les progrès matériels sont incessants, qui a l'avantage d'être sur place et qui s'est construit, pour servir ses ambitions, une flotte puissante. L'alliance fut vite conclue. Consolidera-t-elle la paix ? Précipitera-t-elle la guerre ? C'est à savoir. Mais sa conséquence la plus immédiate et la plus grave, c'est Lord Roseberry qui l'a déduite dans un de ses derniers discours : à présent, a-t-il dit en substance, l'Angleterre ne peut en rester là. Elle a un allié en Asie : il lui en faut un en Europe. Et cette parole est à méditer parce qu'elle souligne l'importance du changement qui vient de se produire dans les procédés politiques de la Grande-Bretagne. La politique nouvelle, ce sera vraisemblablement Lord Roseberry lui-même qui l'appliquera ; en se séparant définitivement de ce qui reste du parti libéral, il a changé en quasi certitude les chances qu'il avait déjà de devenir bientôt premier ministre.

L'agrarisme en Prusse.

Dans un journal autrichien, le célèbre professeur Max Nordau, considère l'agrarisme comme « la transformation la plus moderne de la féodalité ». C'est bien ainsi que les choses se passent en ce moment en Prusse où, forts de leurs positions acquises, les hobereaux luttent avec une audace insolente contre le chancelier et contre l'empereur lui-même. Plus on leur fait de concessions, plus ils exigent. Ils se croient le seul rempart efficace de la royauté contre la démocratie et ils en abusent. Reste à savoir s'il est indispensable à la prospérité de la monarchie prussienne que l'aristocratie y jouisse de privilèges exorbitants au détriment de la bourgeoisie

industrielle. Rien n'est moins certain. L'empereur finira par s'en rendre compte et lâchera ses hobereaux à moins qu'il attende d'y être obligé par la poussée de l'opinion. En tous cas, ceux-ci sont condamnés par leur inertie, leur ignorance et leur entêtement, à faire un jour ou l'autre une colossale culbute dans laquelle ils courent grand risque de se fendre le crâne. Et le bourgeois, leur successeur, en ramassant les débris, pourra dire, avec Ésope : Quelle belle tête ! Mais de cervelle, point !

Un livre du Président Roosevelt.

The Strenuous life (la vie vaillante), tel est le titre d'un nouvel ouvrage de Théodore Roosevelt, l'homme puissamment charpenté dont la mort tragique de William Mac Kinley a fait, à l'improviste, le chef indiscuté de 80 millions d'Américains. Cet aristocrate, qui apporte à recevoir le frère de l'empereur Guillaume II la même aisance qu'à « tomber » un escarpe au coin d'une rue, a marqué partout où il a passé ; qu'il s'agisse de sport ou de politique, de guerre ou de littérature, chacune de ses œuvres porte l'empreinte de sa robuste originalité. Son nouveau livre contient de récents discours, quelques études déjà publiées dans des revues, enfin un certain nombre de pensées et de réflexions qui dépeignent à merveille le Président, ses instincts et ses idées. « Quand les hommes craignent le travail ou la guerre, écrit-il, quand les femmes redoutent la maternité, ils sont au bord de l'abîme ; il est juste alors qu'ils disparaissent de la surface de la terre, car ils y sont l'objet du mépris des hommes et des femmes qui sont restés forts, braves et d'un esprit élevé ». Voilà une conception de l'humanité qui est à la fois simple et rude. Pour incomplète

qu'on doive la tenir, il n'en est pas moins intéressant de noter ce langage sur les lèvres d'un chef d'État de 1902. Aucun souverain absolu n'eût parlé ainsi il y a cinquante ans. Bismarck, peut-être, eut dit la même chose, mais au point de vue national, au point de vue Allemand. Théodore Roosevelt se place au point de vue général, humain ; il formule une thèse philosophique et c'est là le côté curieux et nouveau de ces pensées qui tombent sur la foule quintessenciée comme les éclats sonores d'une fanfare primitive.

À Barcelone.

Les incidents de Barcelone sont exploités comme il fallait s'y attendre, par les socialistes et les anarchistes. Les premiers attirent l'attention du public sur ce bel essai de grève générale ; les seconds se réjouissent de la terreur dont les « bourgeois » ont été frappés. Tout cela est du mirage. Barcelone est sans doute le séjour favori d'un groupe d'anarchistes et la population ouvrière est trop importante pour que les aspirations collectivistes ne s'y soient pas développées. Mais les passions qui ont fait éclater le soulèvement actuel sont d'une nature toute différente ; on conçoit que les révolutionnaires cherchent à en profiter ; mais, à eux seuls, ils n'eussent pu réussir à provoquer de pareils événements. La Catalogne est de toutes les provinces d'Espagne, la plus attachée à ses privilèges, à ses *fueros*. C'est de plus, celle dont les ressources sont toujours utilisées pour alimenter la machine nationale ; population dense, activité industrielle et commerciale, richesse générale, la Catalogne possède ce qui manque à ses sœurs, elle est la personne fortunée autour de laquelle gravitent des parentes

pauvres. Cette situation a souvent provoqué les accès de mauvaise humeur des Catalans. Ils se rendent compte que sous un régime fédéraliste, leur autonomie les porterait au pinacle ; ils formeraient l'État le plus puissant et gouverneraient la péninsule à leur gré. Ces tendances sont encouragées par le parti républicain qui promet d'établir en Espagne une République fédérale sur le modèle de la République des États-Unis et celle-ci, depuis sa victoire, a encore grandi en prestige aux yeux des Catalans. L'idée fédérale gagne beaucoup chez nos voisins, tandis que l'idée républicaine est stationnaire. C'est une faute de les laisser s'associer. La monarchie, consolidée par une longue durée et par la sagesse souriante de la Reine Régente, aurait dû s'engager avec prudence mais avec résolution, dans la voie des réformes et ne pas s'inféoder au centralisme. Mais peut-être a-t-on voulu réserver ce changement de politique pour le jour — maintenant très proche — où la régence prendra fin et où Alphonse XIII deviendra roi de fait comme il l'est de nom. Il y a là de précieuses ressources de popularité dont le jeune monarque, bien conseillé, pourra faire un usage fécond.

Une anecdote à propos de lord Dufferin.

On a rappelé, ces temps-ci, bien des traits de la vie de Lord Dufferin qui fut gouverneur-général du Canada, vice-roi des Indes et occupa comme ambassadeur de la reine Victoria, les principaux postes d'Europe. Ce fut à Paris qu'il termina sa carrière avant d'entrer dans une retraite bien gagnée, mais que ne tarda pas à assombrir la mort de son fils aîné, tué au Transvaal. Comme il était jadis ambassadeur à Pétersbourg,

Lord Dufferin ne tarda pas à s'apercevoir que certains de ses collègues ayant rang de généraux jouissaient du privilège d'approcher l'empereur, à la revue hebdomadaire, dans des conditions particulièrement favorables ; les entretiens, moins diplomatiques pouvaient être plus longs et plus francs. Plusieurs des grandes puissances étaient alors représentées auprès d'Alexandre II par des militaires qui, chaque semaine, caracolaient de la sorte autour de Sa Majesté. Caracoler ne gênait pas Lord Dufferin, mais il lui fallait un uniforme. Par dépêche il se fit nommer colonel honoraire d'un régiment de volontaires londoniens et à la revue suivante, on vit le « Colonel » Dufferin paraître, au petit galop de son cheval, comme s'il n'eut jamais fait autre chose de sa vie. Il y eût un moment de stupéfaction, mais l'ambassadeur d'Angleterre était de ces hommes qui s'imposent, même à un empereur... Ce petit trait ne dépeint pas seulement le caractère d'un Anglais éminent, il fait comprendre à merveille l'une des principales sources d'où l'Angleterre tire sa force, c'est-à-dire de la façon dont elle est servie. Ceux de ses fils qu'elle emploie, ont tous, plus ou moins, cet esprit d'entreprise qui les porte à payer d'audace, à aller de l'avant, à *risquer* de se compromettre pour elle. Quelle force pour une nation et quelle différence avec les représentants de la France, toujours hypnotisés par l'idée du blâme qu'ils pourraient encourir et de l'échec auquel ils pourraient s'exposer !

Mais est-ce bien le moment de formuler ce reproche (qui reste d'ailleurs trop souvent mérité), alors que la République vient de rendre un funèbre hommage à un héros du devoir, à un fonctionnaire modèle, au noble D^r Ballay, gouverneur de

l'Afrique Occidentale Française ? Tous ceux qui ont à cœur la grandeur et la prospérité de notre empire colonial, se sont associés aux honneurs dont a été l'objet la dépouille mortelle de cet éminent et généreux compatriote.

Canaux et chemins de fer.

Tandis que le tant fameux canal de Panama est en train de glisser aux mains des Américains (résultat prévu et étant donné les circonstances, désirable même), le chemin de fer de Bagdad est définitivement acquis à l'Allemagne. Il y a quelques années, ces grandes entreprises de transports semblaient dépourvues de nationalité. On les croyait propres à diminuer les frontières et à développer les idées et les sentiments cosmopolites. Aujourd'hui, elles sont les artères du nationalisme ; on se dispute pour leur possession et c'est à qui aura le droit de les placer sous la protection de son drapeau. C'est en 1899 que la compagnie des chemins de fer d'Anatolie demanda la concession de la ligne de Bagdad. La Deutsche Bank associée à la Banque Ottomane qui est en somme, un établissement Français, prit en mains l'affaire. Après s'être fait longtemps tirer l'oreille, le Sultan finit par consentir et signa un iradé autorisant la construction de la nouvelle voie ferrée. Elle aura une longueur totale de 2.500 kilomètres. Elle partira de Konieh en Asie Mineure, terminus actuel de la ligne construite en 1896 ; elle ira de là à Mossoul sur le Tigre (Mossoul est, on le sait, proche des ruines de Ninive), longera le Tigre et la frontière de Perse, touchera à Bagdad, à Bassora et aboutira très probablement à Koweit ; ce dernier point n'est pas décidé encore. Koweit situé sur le golfe Persique, est

l'objet, de la part des Anglais, de prétentions injustifiées, mais qui ont failli amener certaines complications internationales. La compagnie du chemin de fer a préféré s'en remettre au temps, grand arrangeur de disputes et tout porte à croire qu'elle a sagement agi.

De toutes façons, c'est la mise en exploitation régulière et certaine de l'Asie Mineure par l'Europe qui va commencer ; et ceci est gros de conséquences de tout genre. Ce n'est pas l'Europe que le fameux Transsibérien reliera à la Chine, c'est la Russie et la Russie, ce n'est pas absolument l'Europe. La Russie est et restera longtemps encore une sorte d'avant-garde du monde oriental en Occident ; tandis que le chemin de fer de Bagdad mettra le golfe Persique en communication directe avec le centre même de l'Europe ; cela revient à anéantir presque la puissance Turque en la prenant à rebours... nos fils verront d'étranges choses se passer au pays de Nabuchodonosor, de Jonas et d'Haroun-al-Raschid.

Le Jubilé du Pape.

Le frêle vieillard que les suffrages des cardinaux portèrent au trône pontifical en 1878 et dont les jours semblaient comptés, entre dans la vingt-cinquième année de son règne. Il a quintuplé la force et le prestige de l'Église, étonné et ému ses contemporains, élargi les horizons de ses fidèles, ranimé le zèle de ses prêtres... et au sein de cette grande œuvre, son intelligence demeure lucide et sa force de résistance n'est pas épuisée ! L'histoire ecclésiastique compte peu de longs pontificats. Pie IX, prédécesseur de Léon XIII régna 32 ans ; mais il était encore jeune lors de son élection ; la longévité de

Léon XIII est tout à fait extraordinaire. En 56 ans, le siège de Saint Pierre n'aura été occupé que par deux Papes, fait sans précédent dans le passé. À l'occasion de son jubilé, Léon XIII a reçu les hommages de la chrétienté, même des gouvernements non catholiques. L'ambassadeur de France, M. Nisard, lui a remis en audience solennelle, une lettre autographe du Président Loubet et deux magnifiques tapisseries de la manufacture nationale des Gobelins, cadeau de la République au musée du Vatican.

Hommages à la France.

Le centenaire de Victor Hugo a été l'occasion de manifestations presque universelles en l'honneur de notre pays. Bruxelles, Lisbonne, Porto, Londres, Budapest, Prague, Athènes, Milan, Madrid se sont associées à cette grande célébration. C'est à Rome que les fêtes ont eu le plus d'éclat. Le buste du poète a été placé au Capitole en présence des membres du gouvernement et de la municipalité, au milieu d'ovations enthousiastes. Enfin des délégations Tchèques, Roumaines, Bulgares, Polonaises, Grecques, etc... ont pris part aux fêtes de Paris.

Déjà, il y a quelques mois, l'Académie Suédoise appelée à distribuer les fameux prix fondés par le riche industriel Nobel, en avait attribué deux à Frédéric Passy et à Sully-Prud'homme, couronnant ainsi les généreux efforts du philosophe ami de la paix et les œuvres admirables du grand poète idéaliste que nous ne savons pas, peut-être, apprécier à sa juste valeur. Ces divers événements ont rehaussé et consolidé le prestige littéraire de la France dans le monde. Gardons-en une juste reconnaissance à

Victor Hugo, l'illustre mort, — à Frédéric Passy et à Sully-Prud'homme, les deux nobles vivants.

Un peu partout.

On a élu le nouveau président de la République du Brésil ; c'est un modéré, dit-on, et un conciliant ; puisse-t-il ramener un peu d'ordre et de prospérité dans ce grand pays qui pourrait être si riche et dont l'état politique et moral retarde si fâcheusement les progrès matériels. Il est à remarquer que le président du Brésil jouit, en fait, d'un pouvoir beaucoup plus étendu, aujourd'hui que le pays est organisé en République fédérale, que feu l'empereur Don Pedro, qui était censé gouverner un empire centralisé. Les révolutions produisent de ces anomalies.

En Bulgarie, élections générales qui ont donné une forte majorité au gouvernement. En Serbie, les intrigues continuent contre le couple royal. N'ayant pu arriver à brouiller le roi et la reine, on agite la question, préoccupante il est vrai, de la succession au trône. Point d'héritier proche ni lointain. Mais si la nature ne s'en charge pas, la diplomatie arrangera cela. Les grandes puissances ont trop d'intérêt à ce que le calme règne dans les Balkans pour laisser au hasard le soin de désigner le successeur éventuel du jeune Alexandre.

À propos de la présentation aux Communes d'Angleterre d'un budget maritime qui dépasse tous les précédents, le journal le *Temps* a fait l'intéressant relevé que voici : Angleterre : revenu budgétaire, 3 milliards 1/4 ; budget maritime, 712 millions ; exportation, plus de 9 milliards 1/2. — Russie : revenu, 4 milliards 2/3 ; budget maritime, 220

millions ; exportation, 1 milliard. — France : revenu, 3 milliards 1/2 ; budget maritime, 327 millions ; exportation, 4 milliards 1/2. — Allemagne : revenu, 2 milliards 1/3 ; budget maritime, 207 millions ; exportation, 6 milliards. — États-Unis : revenu, 3 milliards 1/2 ; budget maritime, 325 millions ; exportations, plus de 7 milliards. — Japon : revenu, 650 millions ; budget maritime, 110 millions ; exportation, 550 millions.

QUESTIONS PÉDAGOGIQUES

Au moment où notre Collège de Normandie, sur lequel tant d'espérances sont fondées, se prépare à ouvrir ses portes, il n'est pas sans intérêt de donner quelque attention aux grands courants de réforme pédagogique qui se sont récemment dessinés ou accentués en France.

Nous ne nous attarderons pas à analyser le cas du professeur Hervé, cas lamentable, moins par l'aberration mentale qu'il a révélée chez cet universitaire que par les défauts de jugement bien plus incompréhensibles qui se sont manifestés, à cette occasion, dans une partie de l'opinion. Comme M. Millerand l'a fait observer récemment avec autant de bon-sens, que d'à-propos, il ne suffit pas que l'éducateur ait des destinées de l'humanité un idéal certain, il faut encore qu'il possède la notion du « point précis » de l'histoire auquel son pays se trouve parvenu. En admettant même qu'un jour puisse luire où par l'évolution des idées et des mœurs, le sentiment de la patrie et le culte du drapeau doivent cesser d'être la base de l'éducation civique, ce jour n'est pas venu ; et il est de toute évidence qu'un homme qui traite le drapeau tricolore de « torchon à planter dans le fumier » et les soldats tués à Madagascar « d'escarpes et de voleurs morts dans l'exercice de leur profession », il est évident que cet homme là n'est point

fait pour enseigner à des jeunes Français de 1902. Il faut être un peu timbré ou un peu ramolli pour ne point le comprendre.

Mais des questions plus sérieuses ont occupé le Parlement. D'accord avec la grande commission qui a mené l'enquête sur les réformes à introduire dans l'enseignement secondaire, le ministre de l'Instruction Publique a pris une série de mesures très importantes. Le lycée désormais jouira d'une certaine autonomie ; on n'aura plus besoin de demander la permission du recteur de l'académie ou du ministre pour enfoncer trois clous dans un mur ou pour abattre une cloison vermoulue. Que de temps il a fallu pour en arriver à cette réforme si simple ! L'émancipation du proviseur était pour ainsi dire la clef de voûte du progrès ; rien n'était possible tant qu'on ne l'avait point réalisée. Un établissement d'éducation souffre toujours des entraves qui pèsent sur son chef. En même temps que le proviseur, les maîtres-répétiteurs, plus effectivement associés à l'enseignement, voient leur situation s'améliorer. Il ne peut en résulter que du bien. Enfin le service de l'internat est séparé administrativement et financièrement de celui de l'externat, de façon à ce que le lycée puisse bénéficier des excédents ainsi réalisés.

Ce sont là d'heureuses innovations. Il y en a d'autres, un peu plus discutables, bien qu'ingénieuses ; elles ont trait aux programmes d'enseignement. Les études seront divisées en deux cycles. À la fin de la troisième, un examen intérieur sera établi dans le but, selon la pittoresque expression de M. Leygues, de « ménager une sortie en cours de route aux plus pressés ou aux moins capables ». Pour ceux qui spontanément

quitteront alors le lycée, le certificat d'études ainsi obtenu aura sa valeur. « Pour ceux qui continuent leurs classes, dit encore le ministre, l'obtention de ce certificat constituera, au même titre que le livret scolaire, une assurance contre les chances du baccalauréat. Quant au refus de certificat, il sera pour les parents un avertissement plus sérieux que celui qui résulte d'un simple examen de passage. Les cours du premier cycle seront de deux sortes ; d'un côté l'enseignement sans latin ; de l'autre l'enseignement avec latin, et avec grec facultatif à partir de la classe de quatrième. À l'entrée du second cycle il y aura donc trois catégories d'élèves ; les uns auront fait du latin et du grec ; les autres du latin et pas de grec ; les derniers n'auront fait ni latin ni grec ; toutes facilités seront offertes aux uns et aux autres pour continuer dans la voie où ils se seront engagés ou pour y apporter des modifications ; certaines matières deviendront facultatives. Chacun pourra, dans de sages limites, augmenter ou diminuer son programme d'études selon ses capacités ou ses ambitions. C'est en somme, la disparition de ce principe d'uniformité qui, avec celui de la dépendance absolue du fonctionnaire, a pesé si lourdement sur toute l'organisation pédagogique française depuis cent ans. Rien qu'à ce titre, l'initiative de M. Leygues mériterait d'être louée.

Au point de vue des études, elle ne portera pas sans doute tous les fruits qu'on en attend. Ce ne sont pas les programmes, mais les méthodes d'enseignement qu'il faudrait réformer. Les nôtres ont vieilli ; elles ne sont plus du tout en rapport avec les besoins de l'époque ; elles prennent beaucoup de temps et aboutissent à des résultats boiteux. Tant qu'on ne se décidera pas à y porter la main (et ce sera une besogne audacieuse et

ardue) rien de très complet ne devra être espéré.

Les socialistes et les radicaux ne pouvaient être satisfaits par des changements d'un ordre si anodin ; ils rêvent de bien autres bouleversements. Par exception, celui dont ils ont présenté la formule au cours des récentes discussions parlementaires n'était ni trop impratique ni trop intolérant. Ce qu'ils réclament, c'est une loi établissant : 1° la continuité des trois enseignements ; 2° la gratuité de l'enseignement secondaire ; 3° la sélection obligatoire par des examens de passage et des épreuves éliminatoires. Il est bien certain que si, dans une démocratie, l'État se mêle d'enseigner, voilà à peu près l'idéal auquel il doit tendre. Bien plus heureuses sont peut-être les démocraties où l'État ne se mêle pas d'enseigner ; mais là n'est pas la question. Le plan socialiste comporterait la suppression des études primaires faites au lycée. Il n'y aurait plus d'études primaires que dans les écoles communales. Par suite, ne seraient admis au lycée que les élèves sortis de ces écoles avec les certificats suffisants. L'élimination se continuerait au cours des études secondaires ; les élèves qui ne satisferaient pas aux examens de passage se verraient contraints de quitter l'établissement. Enfin ne seraient admis aux études supérieures que ceux dont les études secondaires se seraient terminées par un examen final passé avec succès. Rigoureusement appliqué, sans défaillances et sans ingérences électorales, un tel système ne serait pas seulement juste et logique, il élèverait encore le niveau des études et formerait une belle élite intellectuelle.

Mais son corollaire indispensable, c'est la liberté

d'enseignement. Avec elle, il produira tous ses fruits ; sans elle, il ne sera plus qu'une vulgaire et déprimante tyrannie, la main-mise spartiate de l'État sur l'enfant et sur l'adolescent, la folie de Lycurgue renouvelée et modernisée. Or, la liberté d'enseignement passe un mauvais quart d'heure. Le Sénat, que l'on croyait plus sage, lui en veut grandement et la Chambre que l'on croyait plus fière, emboîte le pas derrière le Sénat. On prépare à son intention toutes sortes de projets liberticides et nous verrons sans doute son père putatif, M. de Falloux, brûlé en effigie sur la place de la Concorde ; en effigie seulement, car il n'est plus de ce monde. À vrai dire, la loi de 1850 qui porte le nom de M. de Falloux, son auteur, n'avait pas pour objet spécial d'établir la liberté d'enseignement qui figurait alors dans les professions de foi de tous les candidats libéraux ; elle visait plutôt à « organiser » l'enseignement congréganiste, ce qui était une vaste erreur. L'État n'avait pas pour devoir d'organiser un tel enseignement et d'affaiblir par là même celui qu'il distribue. En ce sens, on peut dire que la loi Falloux contenait un germe de discorde entre Français. Mais il ne faut pas oublier (M. Aynard le rappelait opportunément l'autre jour) que depuis bel âge, la loi Falloux n'existe plus. Toutes les dispositions qui favorisaient les Congrégations au détriment de l'Université ont disparu l'une après l'autre. Le principe de la liberté a seul survécu ; on voudrait l'abattre. Ce serait grand dommage. Un pays qui craint la liberté s'amointrit et d'ailleurs, le but poursuivi par les réformateurs ne serait certainement pas atteint. L'unité qu'ils prétendent réaliser est une utopie. Il est à remarquer que devant la Commission d'enquête, tous les membres de l'Université appelés à déposer se sont prononcés en faveur du maintien de la liberté, même M.

Aulard qui enseigne à la Sorbonne l'histoire de la Révolution et dont on connaît les sentiments politiques. Le Parlement devrait tenir compte de cette unanimité.

De beaux discours ont été prononcés à la Chambre à cette occasion, mais on y relève les travers habituels de l'esprit Français. Voici M. Viviani par exemple qui, toujours chaleureux et éloquent, partage l'éducation en un superbe tryptique. L'enseignement primaire, pour lui, représente l'utilité ; l'enseignement secondaire, la beauté ; l'enseignement supérieur, la vérité. Utilité, beauté, vérité, voilà l'homme complet. On sent que l'orateur est ravi de sa découverte et s'exalte en la contemplant. La clarté et le bel ordre ravissent toujours un cerveau Français ; maintenant, quelle est la part de l'exactitude dans ce langage ? Elle est minime, car à vrai dire, l'utilité, la beauté et surtout la vérité demandent à être continuellement associées dans l'œuvre d'éducation, à quelque degré que ce soit et qui ne comprend à quelles inconséquences on aboutirait en s'inspirant trop étroitement d'une division aussi fantaisiste ? Voici maintenant M. Couyba. Il termine son discours par la description d'un monument qui devrait lui valoir le premier prix au concours d'architecture. De chaque côté de la « porte de l'Université » (qui devrait bien en avoir plusieurs, sans parler de beaucoup de fenêtres ouvrant sur la vie), M. Couyba place « deux cariatides, la Science et l'Art ; l'une, toute la réalité, l'autre, tout l'idéal. » Au fronton, ajoute le somptueux député « se dresserait, souriante et sereine, la démocratie, jetant d'un geste large, la bonne semence de vérité et de beauté. » *L'Officiel* enregistre

les « vifs applaudissements » qui ont accueilli cette péroraison.

L'éloquence est une belle chose et lors même que la forme est emphatique, si la pensée est sincère et l'aspiration élevée, il convient d'applaudir. Mais ce qu'il faut éviter c'est de croire qu'une pensée sincère et une aspiration élevée, recouvertes d'un peu d'éloquence, peuvent tenir lieu d'un plan pratique d'éducation nationale.

Revenons à M. Viviani. Il aurait dit encore, si les compte rendus sont précis, que « la France ne doit pas être déçue de son rôle intellectuel et piétiner dans l'arène commerciale et industrielle où l'ont précédée de jeunes nations. » Ceci est plus grave, c'est de l'ignorance. Il n'est plus permis aujourd'hui de ne pas connaître la valeur de l'effort intellectuel créé par les « jeunes nations » que Napoléon et beaucoup d'autres après lui ont commis l'erreur de croire uniquement préoccupées de gagner de l'argent ! Très vieux jeu en cette circonstance, le moderne M. Viviani ! Il croit que le flambeau Français éclaire de haut la marche trébuchante des nations. Pas toujours exacte dans le passé, cette conception de notre rôle national est fautive dans le présent et paraîtra parfaitement ridicule dans l'avenir. Aucune nation, aucun peuple n'ont ce privilège de guider les autres d'une façon continue. Ils ont leur mission spéciale et la nôtre est assez grande et assez belle pour contenter notre orgueil sans que nous allions chercher au-delà.

Ignorance de ce qui se passe au dehors, prédilection pour les belles images et les phrases harmonieuses, cavalcade échevelée de la raison vers les extrêmes limites de la logique et de l'imagination vers les lointains horizons de l'art, les voilà bien,

les travers de l'esprit Français ! Sans rien laisser perdre de ce qui fait le charme de notre race et la rend attrayante, que les dirigeants du collège de Normandie prennent à tâche de neutraliser ces imperfections héréditaires dans les jeunes cerveaux qui leur seront confiés. Sous les ombrages de Montcauvaire, dans ce cadre sain, aidés par l'observation stricte des meilleures lois hygiéniques, qu'ils nous forment de vigoureux adolescents, incapables de sacrifier la justesse de la pensée à l'élégance du langage, moins ivres de logique, moins épris de rêve, mais prêts à mettre au service d'un patriotisme éclairé un regard aigu et un esprit pratique.



LE PROBLÈME DE L'EUROPE CENTRALE

Il domine aujourd'hui la situation générale et préoccupe toutes les chancelleries et tous les hommes d'État. Les Parlements, plus lents à savoir et à comprendre, vont bientôt s'en émouvoir. La foule, toujours mal renseignée parce qu'elle ne cherche point à l'être bien, en ignore encore les premiers éléments.

C'est un problème redoutable. Il a grandi dans l'ombre. Bismarck ne l'apercevait pas. Son génie incomplet n'avait pas su le prévoir. Dans ses flancs il recèle la guerre, une guerre terrible qui pourrait jeter l'une sur l'autre deux moitiés de l'Europe et ne prendre fin que par l'écrasement d'un des partis.

L'apparente solidité d'un trône antique et surtout la préoccupation passionnante des réformes sociales contribuaient à entretenir une fâcheuse sécurité. L'Autriche, appuyée sur une Hongrie grandissante, faisait assez bonne figure pour donner confiance encore et puis l'idée s'était répandue et affermie qu'à l'ère belliqueuse des entreprises nationales allait succéder partout l'ère féconde des transformations morales. Erreur ! Il est loin, l'âge d'or de l'humanité pacifiée ! Il viendra peut-être ; mais nous ne verrons point cette terre promise qui n'est,

pour notre génération, qu'un mirage trompeur.

Revenons donc à la dure réalité et sachons la regarder en face. Elle tient toute entière en cette ligne. *L'Europe centrale est inachevée et il n'y a aucune chance que son achèvement puisse s'opérer autrement que par le fer et par le feu.* Examinons rapidement en quoi consiste le caractère inévitable de la crise, quelles en pourraient être les différentes solutions, quel rôle enfin la France serait à même d'y jouer.



Les trop rares publicistes qui ont étudié la question d'Autriche en ont en général, mal posé les termes. Ils se sont demandés si les races très diverses de langage, de religion et de tempérament qui composent l'empire de François-Joseph, n'avaient pas intérêt à demeurer unies et si l'Europe, de son côté, n'avait pas intérêt au maintien de cette union. L'un d'eux a même réédité, à cette occasion, un mot fameux : l'empire Autrichien, a-t-il dit, est tellement nécessaire que s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer. Par malheur, non seulement les hommes ne créent pas toujours les institutions nécessaires ; mais il leur arrive de les renverser très mal à propos et au rebours de leurs intérêts. De sorte que cet argument n'a guère de valeur pratique. En fait, la question est tout autre ; la voici, ramenée à sa plus simple expression. L'Autriche est un État qui d'Allemand est devenu slave ou du moins dont la balance après avoir penché du côté Allemand penche maintenant du côté slave. Il y a, à cette transformation, de nombreux motifs. D'abord l'Autriche a perdu des territoires germaniques et acquis des territoires slaves ; en second lieu, les populations slaves sont, en général, bien plus prolifiques que les

populations germaniques ; en troisième lieu, les slaves qui demeurèrent longtemps désunis et s'ignorant les uns les autres se sont rapprochés et savent, à l'occasion, faire cause commune ; on pourrait citer encore d'autres faits qui expliquent le renversement du sablier Autrichien. Mais quelles que soient les causes, le résultat est manifeste ; dans l'empire où ils dominaient hier, les Allemands ont cessé d'être les maîtres ; ils doivent obéir à leur tour ; chaque jour désormais leur enlèvera un privilège et leur fera sentir plus durement leur changement de situation. De tels changements paraissent toujours difficiles à supporter aux races qui s'y trouvent condamnées ; mais d'ordinaire, ils coïncident avec un abaissement de la race. Ici, par une très singulière anomalie, c'est l'inverse. La race Allemande se sent amoindrie et humiliée en Autriche, au lendemain même des éclatants triomphes qui ont exalté son orgueil en la plaçant, dans le monde, à un niveau qu'elle n'avait jamais atteint auparavant ! chose plus extraordinaire encore, cette diminution de pouvoir et de prestige se produit dans un pays limitrophe de celui où s'est opérée son élévation et sans parler des groupes restreints qui vivent dispersés dans le reste de l'empire Austro-Hongrois, cet empire contient un groupe compact de neuf millions d'Allemands que la plus fictive et la moins naturelle des frontières sépare de leurs frères d'Allemagne. Sur quoi pourrait-on se baser pour espérer que ces neuf millions d'hommes ne vont point désirer quelque jour d'entrer dans la grande hégémonie germanique, leur patrie après tout ?...

Ils le désirent déjà. Un auteur Français dont le talent gagnerait à n'être point teinté d'une Austrophilie aussi

prononcée, le reconnaissait lui-même, l'année dernière. Il avouait, après des études minutieuses, qu'un bon tiers des Allemands d'Autriche souhaitaient d'être réunis à l'Allemagne, qu'un second tiers environ est encore indécis et que le troisième tiers seul demeure fidèle au passé. Et notez que, sur le trône qui incarne ce passé, est assis un empereur dont le long règne, les malheurs immérités, la grandeur d'âme, la belle prestance, la fidélité au devoir et le labeur persévérant ont fait le plus justement populaire des souverains. Cet empereur est un vieillard et ses sujets pourraient accorder à ses cheveux blancs le crédit que les moins monarchistes des Américains réclamaient naguère pour le vieil empereur du Brésil, Dom Pedro, qu'une révolution prématurée envoya mourir en exil. Tous les Allemands d'Autriche aiment François-Joseph et ils ont d'autant plus de raison de lui demeurer attachés que ce Habsbourg est resté bien Allemand d'idées et de sentiments ; ils savent que son autorité personnelle s'exercerait au besoin en leur faveur si une majorité slave venait à les molester trop fortement. Cette sécurité, ils ne l'auraient point avec son successeur. Marié morganatiquement à une femme slave, l'archiduc héritier François-Ferdinand a déjà pris son parti ; il a compris qu'il ne saurait gouverner efficacement par une minorité : tenir la balance égale entre les deux adversaires lui a paru une tentative vaine et il s'est orienté d'avance vers le slavisme, avec une netteté et une résolution que ne faisaient pas prévoir sa nature qui passait pour indécise et son caractère un peu effacé. Sous le présent règne, les Allemands, s'ils ont perdu la majorité, ont encore l'empereur ; sous le suivant, ils n'auront ni la majorité, ni l'empereur. Comment n'achèveraient-ils pas de se détacher

du foyer qu'ils ne dirigent plus et de s'attacher au foyer tout voisin que leur race s'est construit ?

Il y a là une de ces évolutions inévitables qui dominent de très haut les visées politiques et même les suggestions de l'intérêt, parce qu'elles reposent sur les instincts les plus profonds et les plus immuables du cœur humain.



Que peut-on espérer ? Que le temps amènera une détente ? Que quelque jour une subite poussée de raison et de fraternité groupera pacifiés, autour du trône Autrichien, Allemands et slaves. Ce serait un absurde espoir. Les Allemands et les slaves se détestent chaque jour davantage. L'arrogance hautaine et la jalousie haineuse ont creusé entre eux un abîme qu'il faudrait de bien longues années pour arriver à combler. François-Joseph n'attendra pas si longtemps pour descendre au tombeau et sa mort rompra la dernière passerelle jetée d'un bord à l'autre.

Mais ce que ses peuples ne sauraient faire bénévolement peut leur être imposé. Les Allemands d'Autriche ne sont pas les plus forts et la coalition des peuples slaves suffirait à les retenir dans le giron commun. Sans doute, mais ce serait alors la guerre civile et comment l'empereur d'Allemagne s'y prendrait-il pour rester neutre et ne pas intervenir ? Croit-on qu'il pourrait laisser à sa porte écraser des Allemands sans leur venir en aide ? C'est alors que, chez lui, « les fusils partiraient tout seuls ». Or, l'intervention de l'Allemagne c'est l'intervention forcée de la Russie, c'est, par conséquent, la guerre générale.

Il n'est pas du tout certain, quoiqu'on en pense, que

Guillaume II convoite l'annexion à son empire des provinces Allemandes d'Autriche. Sans doute (voyez la carte ci-jointe) cette annexion le conduirait si près de Trieste qu'on ne pourrait plus guère lui en disputer la possession. Et Trieste, c'est l'Adriatique, la route libre vers l'Orient, le chemin raccourci vers l'Extrême-Orient. Mais cette même annexion, en renforçant en Allemagne l'élément catholique et Bavarois, rendrait très difficile de gouverner par la Prusse. Or, c'est par la Prusse que l'empereur Guillaume gouverne. Bismarck, qui décidément avait la vue basse, ne calcula point qu'un jour pût venir où les poids de l'Allemagne Prussienne et de l'Allemagne non Prussienne s'équilibreraient. Il voyait sous ses yeux, l'Autriche devenue une ellipse avec deux foyers, Vienne et Budapest. L'idée ne lui vint pas que le même sort pût être réservé à l'Allemagne. Il supputa l'électorat présent et raisonna comme si, de par les statistiques, l'Allemagne devait toujours demeurer numériquement soumise à la Prusse. Que deviennent ses combinaisons, si la Bavière s'accroît de neuf



millions de catholiques ; car on aura beau faire, même séparés d'elle politiquement, c'est avec la Bavière que marcheraient les nouveau-venus.

Le problème, certes, n'est pas insoluble et on peut toujours créer, au profit de la maison de Hohenzollern, ce gouvernement impérial, esquissé seulement en 1870 et dont les rouages n'auraient nul besoin de se confondre avec ceux du gouvernement Prussien. Cela n'en suppose pas moins une forte secousse politique et l'on comprend que Guillaume II n'en envisage pas l'éventualité avec une entière sérénité.

Mais encore une fois, qu'y pourrait-il ? Force lui sera bien, même à son corps défendant, de venir au secours des Allemands d'Autriche, si les slaves prétendaient les forcer à demeurer unis à eux.



Supposons maintenant que, par impossible, la sécession s'opère à l'amiable et que, devenu empereur, François Ferdinand consente à diminuer lui-même sa couronne et à ne plus régner que sur des Hongrois et des slaves ? Cette abnégation établirait-elle un paratonnerre suffisant ? Un coup d'œil sur la carte montre que l'extension de l'empire d'Allemagne refoulerait les Slovènes et emprisonnerait les Tchèques. Des Slovènes, nous ne parlerons pas. Ils sont trop peu nombreux et trop peu organisés au point de vue national pour provoquer une grande guerre européenne à leur profit. Mais il en va tout autrement des Tchèques. Ceux-là sont beaucoup ; la Bohême leur appartient de fait et de droit ; ils ont un long passé glorieux et des ambitions précises. Ils forment une sorte de coin fortement enfoncé dans le flanc germanique. Sous peine de déchoir, la Russie ne peut éluder son devoir envers eux : ils sont l'avant-garde du slavisme et ont droit à sa protection absolue. Quand bien même la Russie ne ferait pas la guerre pour empêcher l'Allemagne de s'agrandir, elle serait amenée à la faire pour défendre les Tchèques. Une guerre Russo-Allemande éclatera tôt ou tard de ce fait.

La France se trouvera alors l'arbitre de l'Europe. De sa conduite, tout dépendra. Nous ignorons si son traité secret avec la Russie lui permettrait de demeurer neutre. Mais en admettant qu'il en soit ainsi, le resterait-elle ? Il est temps que les Français songent à cette alternative, l'une des plus formidables qui aient pesé sur eux dans tout le cours de leur histoire.

Feront-ils la guerre pour la succession d'Autriche ? S'ils s'y

décident, il est vraisemblable qu'ils y entraîneront l'Italie. Car l'Italie, si elle parvient à évincer l'Allemagne de Trieste, peut y prétendre elle-même et obtenir comme prix de sa coopération à la victoire Franco-Russe non seulement le Trentin, mais la Dalmatie. La France espèrera recouvrer l'Alsace-Lorraine et la Russie, s'emparer de la Pologne Prussienne. Mais victoire ou défaite, résultats certains ou indécis, quelles pertes d'hommes et d'argent, sans parler de nos colonies ! Car il serait un peu naïf à l'Angleterre, qui aurait bien plus à redouter d'une victoire Franco-Russe que d'une victoire Allemande, de rester paisible spectatrice d'une pareille lutte. Et alliée au Japon, sa flotte ravagerait aisément l'Indo-Chine et attaquerait Madagascar, la Réunion ou la Nouvelle-Calédonie.



On dira — et l'ironie est facile : c'est là du prophétisme. À quoi bon échafauder ainsi d'avance tout un ensemble de suppositions qu'un petit fait imprévu fera peut être écrouler demain ? Les choses tournent, en général, tout autrement que ne le pensent les contemporains et bien rares ont été ceux qui ont su, dans notre siècle, prévoir le cours des événements prochains. D'accord. Il n'en est pas moins vrai que nous assistons depuis deux ans, aux plus singulières évolutions de la politique internationale. La Triple alliance n'est plus qu'un fantôme. Entre Vienne et Berlin, les relations officielles ont de subites tensions et les relations secrètes sont bien plus tendues encore. On a intérêt pourtant à vivre en bonne harmonie, aujourd'hui comme hier. Au contraire, la Russie et l'Autriche qui sont rivales dans les Balkans et dont la rivalité est sérieuse et durable, se rapprochent chaque jour davantage. La France et

l'Italie ont, d'un commun accord, effacé le souvenir de leurs querelles. Enfin l'empereur Guillaume n'a pas craint de froisser le sentiment populaire, d'aller à l'encontre des vœux de ses sujets, pour lier son sort à celui de l'Angleterre ; et par une avance directe aux États-Unis qui venaient de lui marquer une dédaigneuse hostilité, il indique qu'une haute pensée politique domine ses préférences et ses rancunes. Qu'est-ce donc qui rend les gouvernements si sages et si avisés et les amène à se tendre les mains en des gestes qu'hier encore on jugeait impossibles ? Qu'est-ce donc, sinon la question d'Autriche, en vue de laquelle chacun prend les dispositions que lui suggère la prudence, oubliant ses griefs de la veille pour ne songer qu'aux redoutables éventualités du lendemain ?



Au point de vue pratique nous discernons donc deux faits de la plus haute gravité qui peuvent se résumer ainsi. Premièrement, *la question d'Autriche fera éclater presque inévitablement une guerre entre l'Allemagne et la Russie.* Secondement, *de la conduite de la France en cette circonstance dépendra celle du reste de l'Europe.* N'avions-nous pas raison de dire tout à l'heure que cette alternative était une des plus formidables qui aient pesé sur la France dans tout le cours de son histoire ?

Si nous faisons la guerre, ce sera par sentiment ou par intérêt. Examinons rapidement ces deux hypothèses.

Par sentiment ? Oui, pour défendre les Tchèques dont le francophilisme est ardent et ne s'est jamais démenti. Mais pourquoi ne ferions-nous pas aussi la guerre pour les Polonais, pour les Finlandais, pour les Boers, pour les Grecs et surtout

pour les Arméniens, nos protégés héréditaires ? Qu'advierait-il, de nos jours, d'un grand pays qui serait assez fou pour s'inspirer d'une politique à la Don Quichotte et tirerait l'épée chaque fois qu'il se trouverait un faible à protéger, un persécuté à délivrer ?... La ruine serait vite à ses trousses et, avec la ruine, le discrédit et la décadence. En tous les temps, les guerres ont été affaires d'intérêt. Cela est vrai des croisades elles-mêmes. Par contre, le sentiment fut impuissant à unir contre l'Angleterre et plus tard contre la France, les monarchies d'Europe, directement insultées et menacées par la mort de Charles I^{er} et par celle de Louis XVI.

Reste l'intérêt. Que nous commande le nôtre ?... À cette question nous ne répondrons point aujourd'hui. Que nos lecteurs y réfléchissent. Nous y reviendrons. Bornons-nous à leur suggérer quelques éléments d'appréciations dont ils feront leur profit :

1° En cas de guerre où seraient engagées d'une part la France, la Russie et l'Italie, de l'autre l'Allemagne et l'Angleterre, la France serait par sa position géographique de beaucoup la plus exposée ; de sorte que, même victorieuse, elle subirait des pertes et des dommages considérables. Peut-on, d'avance, neutraliser cet inconvénient, et de quelle façon ?

2° L'Allemagne, grande et riche comme elle l'est aujourd'hui, ne peut pas vivre sans débouchés maritimes ; si elle n'arrive pas à Trieste, elle sera amenée à s'en créer du côté de la Hollande et de la Belgique dont l'indépendance se trouvera de la sorte menacée.

3° Une fois agrandie par l'annexion des provinces

Autrichiennes, l'Allemagne sera partagée, ainsi que nous l'avons indiqué, en deux parties, l'une Prusso-protestante, l'autre Bavaro-catholique ; la France n'a-t-elle pas intérêt à ce qu'il en soit ainsi ?...



LA DERNIÈRE GERBE DE VICTOR HUGO

On vient de l'assembler^[1]. Elle est un produit imprévu du champ déjà récolté. La moisson était si riche que, les glaneuses parties, il restait encore de beaux épis épars sur le sol. Sans doute, ils sont d'inégale venue, quelques-uns froissés, inachevés... La dernière gerbe, malgré tout, est digne du reste.

Et son principal intérêt, c'est d'y trouver tout Victor Hugo en raccourci. « L'œuvre est immense, disait-on l'autre jour, au Panthéon en louangeant l'ouvrier ; elle embrasse tous les genres : ode et satire, fable et chanson, drame et épopée, histoire et voyage, philosophie et critique ». Mais ce qui la rend plus immense et plus merveilleuse encore, c'est qu'elle embrasse aussi toutes les passions humaines. Ce double caractère transparait à chaque page du nouveau volume. Besoin tenace de croire en Dieu, curiosité invincible du grand problème de la destinée, tendresses de l'amour et de la famille, culte des morts, profond sentiment de la nature, aspirations vers la justice sociale, et le perfectionnement politique, troublants cauchemars, apaisements philosophiques, voilà ce que nous apporte l'écho posthume de cette grande existence qui en fut, elle-même remuée et remplie.

Chez Victor Hugo, la Foi n'a pas varié ; à aucun moment elle ne s'est enfermée dans le dogme ni égarée dans l'imprécis. Ici encore, comme en ses autres ouvrages, le nom de Dieu revient perpétuellement sous sa plume ; le doute lui demeure impossible.

... Quoi ! tu doutes de l'âme ?

Et c'est l'astre qui brille ! Et c'est l'aube qui point !
Et que verras-tu donc, si tu ne la vois point ?

La mort n'est pas une fin. Il sait

... Que le corps y trouve une prison

Mais que l'âme y trouve des ailes,

Et, la vieillesse déjà venue, la transformation de son jugement accomplie, il considère encore le Christ comme « l'homme étoilé » ; étoilé pour lui, signifie divin. Sa passion pour les étoiles est bien connue. Elles sont le symbole de l'infini, le signe visible de l'au-delà.

Avec les étoiles, les montagnes ont toujours passionné son regard et enflammé son esprit. Le sommet et la clarté ! La « Dernière Gerbe » contient d'admirables vers consacrés à leurs beautés.

... Les monts contemplant Dieu.

Ils regardent penchés au bord du gouffre bleu,
Comme des spectateurs sur un gradin sublime
Le drame formidable et sombre de l'abîme,
L'entrée et la sortie étrange de la nuit,

La pièce débute par cet exposé titanesque :

Voici les Appennins, les Alpes et les Andes...

On croit voir l'illustre poète, d'un geste puissant, décrivant la terre et désignant les nobles cimes qui réjouissent ses yeux.

Au reste, la géographie l'inspirait fréquemment, et voici un épi de la « Dernière gerbe » propre à servir d'épigraphe aux manuels de nos écoliers.

Ô Terre, dans ta course immense et magnifique
L'Amérique et l'Europe et l'Asie et l'Afrique
Se présentent aux feux du Soleil, tour à tour ;
Telles, l'une après l'autre, à l'heure où naît le jour
Quatre filles, l'amour d'une maison prospère
Viennent offrir leur front au baiser de leur père.

Le sentiment de la nature, si vif chez Victor Hugo, le ramène sans cesse aux contemplations intérieures. C'est une habitude de son esprit d'associer la vie physique du globe à la vie morale de l'âme. Il les compare, les entremêle, les explique l'une par l'autre ; il tire de ces rapprochements ses plus hautes leçons de philosophie. Ainsi dans la pièce intitulée « Les Degrés de l'Échelle » dont un vers résume la morale.

L'homme, roi pour la brute, est un forçat pour l'ange,

et dans cette autre étrange pièce « l'Éponge » qui est la splendide ébauche d'une œuvre de génie, et enfin dans ce « Dialogue avec l'Esprit » qui se termine par ces mots :

Il faut que l'homme soit : car dans l'inaccessible
Entre l'être d'en bas et les êtres des cieux
Les humanités sont des ponts mystérieux.

Beaucoup d'inachevé, d'incomplet dans tout cela ; beaucoup d'impasses où la poésie se fourvoie ; il ne saurait en être autrement puisqu'il s'agit, après tout, de poésies de rebut, de manuscrits délaissés, d'esquisses abandonnées ; mais c'est le rebut du génie, c'est-à-dire quelque chose qui dépasse encore la moyenne. Et ces imperfections, ces échecs, ces erreurs nous charment, nous autres simples mortels, parce qu'elles rapprochent de nous le grand homme, qu'elles nous le montrent

peinant, se trompant, tâtonnant ; et par là, les sublimes éclairs de sa vision nous paraissent plus humains, eux aussi, et plus réconfortants pour notre faiblesse.

Ça et là reparaissent le chantre des pensées tendres, l'avocat de l'amour et du foyer, l'ami des enfants, si expert en « l'art d'être grand-père, » — puis le proscrit de Décembre épris à jamais de la liberté, ennemi de toute servitude qu'il identifie, comme on faisait en sa jeunesse, avec toute royauté — et enfin le grand visionnaire devant qui se lèvent les chaos grandioses, les murs fantastiques, les imaginations apocalyptiques. Il décrit les ruines de la tour de Babel d'une façon mi-précise, mi-symbolique qui eût fait tressaillir d'aise le crayon de Gustave Doré et la vieille idée de la transmigration des âmes dans le corps des bêtes, lui inspire une fantaisie macabre d'un puissant effet. L'ouvrage contient encore des fragments de dialogues et des pensées détachées dont quelques-unes sont d'une belle venue.

En riant de la chair dans la chanson obscène,
L'âme est comme un forçat qui joue avec sa chaîne.

Pour ne pas nous borner à des citations tronquées, lisons ensemble, si vous voulez bien, ces trois strophes, les meilleures, peut-être du recueil. Elles sont datées de 1840.

Les Forgerons

Une forge là-bas flamboie au pied des monts.
Vois ces deux forgerons que le feu montre et voile.
Le fer rouge étincelle. On dirait deux démons,
À grands coups de marteaux, écrasant une étoile.

Que forgent-ils donc là, ces deux sombres forgeurs ?
Font-ils une charrue, ou font-ils une épée ?

Leur enclume sonore, incessamment frappée,
Fait sur la route, au loin, rêver les voyageurs.

Glaive ou soc, ce qu'ils font est l'œuvre de Dieu même.
Que ce soit l'humble fer ou l'acier belliqueux,
Ils travaillent ! — L'oiseau chante autour d'eux, l'ombre aime ;
La nature profonde est en paix avec eux.

Telle est la dernière gerbe. On l'a livrée au public à l'heure où la France assemblée au Panthéon, dans la personne de ses représentants, célébrait dignement le centenaire d'une naissance rare, à l'heure où, dans le monde entier, les travailleurs de la pensée s'unissaient pour un magnifique hommage. Dix-sept ans ont passé depuis que Paris fit à Victor Hugo des funérailles dont l'ordonnance laissa si fort à désirer. Ces dix-sept ans ont éteint autour de sa mémoire les passions sectaires ; elles n'ont point embrumé son profil. Et dans la sérénité de l'apothéose présente, on s'aperçoit qu'il a singulièrement grandi depuis sa mort. De combien d'hommes en peut-on dire autant ? Ils sont peu, même parmi les grands ; et c'est là le signe certain de l'immortalité. Victor Hugo rayonne désormais « avec Dante, Goethe et Shakespeare sous la divine clarté d'Homère ». Le mot a été dit, l'autre jour, au « banquet des poètes » ; il y avait là quelques talents, pas mal de médiocrités et nombre de vaniteux.

L'enthousiasme de l'assemblée était, du moins, de bon aloi. C'est par un membre de la peu fameuse « Académie des Goncourt » que fut donnée la note comique. S'il est vrai que le pauvre M. Huysmans ait dit à un journaliste : « De Victor Hugo, je ne pense que du mal, je vous l'avoue carrément », le public, en songeant à lui, se représentera un insecte rageur

grimpant la paroi impitoyable d'un marbre géant.



1. [↑](#) 1 vol. Calmann Lévy, éditeur. Paris.

HYGIÈNE ET PROPRETÉ

Rien ne porte à croire malheureusement que les Normands soient plus propres que le reste des Français, lesquels ne sont point, en général, des disciples fidèles de la propreté.

Qu'est-ce que la propreté et en quoi consiste-t-elle ?

C'est très simple. Elle consiste à *se laver, une fois par jour, des pieds à la tête.*

Que faut-il pour cela ? Un seau d'eau, une éponge, une serviette et un peu de volonté.

Qu'est-ce qui fait défaut ? L'eau ? — Non. — L'éponge ? — Pas davantage. — La serviette ? — Encore moins. — Ce qui fait défaut, c'est la volonté.

Au sortir du lit, le contact de l'eau froide est rude à qui n'y est pas habitué dès l'enfance, La peau l'appréhende et frissonne ; l'imagination se représente la sensation du saisissement prochain et l'augmente par anticipation ; il faut l'accoutumance pour que le saisissement se tourne en bien-être.

Ce bien-être est réel. La coulée de l'eau sur le corps devient une joie pour tout l'organisme. Le « tub » matinal, comme l'a dit spirituellement un publiciste, est une sorte de baptême quotidien qui rénove non-seulement l'homme matériel, mais

l'homme moral et lui rend l'élasticité de l'esprit en même temps que celle des muscles. On se sent non-seulement plus dispos, mais *meilleur* après s'être lavé à grande eau.

Il y a, du reste, dans la propreté, autre chose qu'un agrément à goûter ; il y a un avantage certain à récolter.

Pour le bien apprécier, il faut connaître le mécanisme de la peau. Son rôle est double ; elle sert à éliminer du poison et à introduire de l'air pur. Vous savez tous, n'est-ce pas, que par le seul fait de la vie, il se produit, à l'intérieur du corps humain, des éléments toxiques qui doivent s'échapper sous peine d'empoisonnement ? Dans un endroit clos où plusieurs personnes sont enfermées, l'air devient promptement irrespirable ; il est vicié par le fait des personnes qui sont là. Or, les toxines ne sortent pas du corps par la bouche seulement ; beaucoup s'écoulent par la peau, soit à l'état gazeux, soit à l'état liquide.

De même la respiration ne s'accomplit pas uniquement par la bouche ou le nez, mais aussi par la peau. Si l'on recouvre un animal quelconque d'un vernis imperméable, la respiration continuera de se faire par la bouche et le nez ; elle s'affaiblira néanmoins, se ralentira et bientôt s'arrêtera tout à fait.

La peau est donc un appareil d'élimination et de respiration des plus importants et il faut l'entretenir en bon état. C'était là, l'objet de l'hydrothérapie, si en usage chez les anciens, lesquels par simple observation des faits et sans en connaître le mécanisme, étaient arrivés à la même conclusion que nos savants d'aujourd'hui.

L'hydrothérapie, c'est-à-dire l'usage de l'eau, a pour effets :

1° de faire fonctionner plus activement tous les petits vaisseaux de la peau et de rendre plus fortes et plus rapides les réactions de l'organisme contre les influences extérieures, abaissement de la température atmosphérique, etc...

2° De la nettoyer, c'est-à-dire de la dépouiller de l'espèce d'enduit plus ou moins imperméable, que produit la poussière agglomérée avec la sueur ou les autres sécrétions du corps, et qui diminue par là même le pouvoir respiratoire.

Ainsi purifiée et exercée, la peau se fortifie et s'assouplit à la fois ; elle subit un véritable entraînement et accomplit ses fonctions avec énergie et sûreté.

Donc l'agrément et l'hygiène s'accordent à recommander la pratique de la propreté, selon la définition que nous avons donnée plus haut de cette vertu (Saint François de Sales estimait que la propreté est une autre vertu).

Mais les vertus ont des abords escarpés. Une fois engagé dans le chemin qui y conduit, la marche n'est pas trop malaisée ; s'y engager demande un effort plus vigoureux.

Supposons que, vous, ami lecteur, convaincu des avantages et des satisfactions que vous donnera le lavage quotidien de tout le corps à l'eau froide, vous soyez résolu d'en essayer ; voici ce qu'il vous faudra faire : commencer avec la belle saison et puis, n'interrompre cette pratique sous aucun prétexte, une fois que vous aurez commencé.

Certaines précautions sont à observer :

1° L'eau ne doit pas être à la température du dehors mais à celle de la chambre ;

2° Il faut la faire couler rapidement sur la peau dès qu'on est

hors du lit, s'essuyer et se frictionner aussitôt — et s'habiller ;

3° Éviter le lavage près d'une fenêtre ouverte, même en été ;

4° Si la réaction n'est pas assez prompte et assez complète, il est bon de l'aider avec des mouvements de gymnastiques un peu énergiques, accomplis à l'aide d'un bâton que l'on fait passer derrière les épaules, en l'élevant d'abord au-dessus de la tête ou bien auquel on fait toucher terre sans plier les genoux. Quatre à cinq minutes de cet exercice — le plus simple et le plus facile à pratiquer — suffiront à atteindre le but ;

5° Le premier déjeuner doit suivre d'aussi près que possible le lavage.

6° En été surtout, on peut sans inconvénient, se livrer à un second lavage avec l'éponge humide, dans l'après-midi ; mais il ne faut jamais prendre deux *bains* froids — courts pas plus que prolongés — dans la même journée.

Les adeptes du fameux curé bavarois Kneipp, qui était un partisan par trop enthousiaste de l'eau froide, préconisent la « réaction naturelle ». Ils disent qu'après le lavage, il convient de s'habiller sans s'essuyer de façon à laisser l'eau sécher et s'évaporer sur le corps. Cette pratique est dangereuse ; elle peut réussir aux uns et nuire aux autres, tandis qu'il n'y a jamais d'inconvénient à assurer la réaction en l'aidant.

Vous voilà renseignés, lecteurs, sur cette question primordiale de l'hydrothérapie quotidienne. Allons ! un peu de courage, mettez-vous y, jeunes gens. Si vous saviez les réserves de force, de santé et de bonne humeur que vous y puiserez !

LA FILLE SAUVAGE

Un gentilhomme, riche et de bonne noblesse, le vicomte François de Curel, qui s'est fait homme de lettres et auteur dramatique et qui ne redoute point les sujets originaux ou compliqués vient de mettre en six actes tout le problème de la colonisation, — le problème moral, s'entend et non pas l'économique. Ces six actes ont été joués à Paris, au théâtre Antoine et les spectateurs en furent un peu ahuris, ce qu'on ne saurait leur reprocher, car ce spectacle était évidemment étrange au premier chef. Qu'on en juge.

Premier et deuxième actes. La scène se passe chez les Amaras, peuple de l'Afrique Occidentale qui jouit, sous le sceptre du roi Abiliao, d'un commencement de civilisation. Ce sont encore des « barbares » ; ce ne sont déjà plus des « sauvages » ; et même ils marquent un profond dédain pour ceux qu'ils nomment « sauvages », peuplades complètement arriérées, campées dans les forêts avoisinantes et qui vivent à la manière des bêtes... Précisément une fille sauvage est tombée dans un piège à ours et le chasseur qui a tendu ce piège se demande s'il a capturé un animal ou un être humain : frontière presque indécise... C'est bien une femme. Que va-t-on en faire ?... À la « cour » du roi Abiliao se trouve, un explorateur français, Paul Moncel, qui parcourt depuis

longtemps ces régions, hanté par le désir de savoir enfin si l'homme n'est pas un singe dégénéré... pardon, régénéré. Paul Moncel qui va rentrer en Europe, demande à Abilio de lui faire cadeau de la fille sauvage ; il tentera de l'élever. Affaire faite. Rideau.

Troisième acte. Paul Moncel a confié la fille sauvage à sa propre sœur qui est supérieure d'un couvent en province. Il revient au bout de deux ans environ, juger des progrès accomplis. Encore que sa protégée parle un français très défectueux et n'ait pas l'air particulièrement bien élevée, elle a fait des progrès un peu trop rapides ; mais c'est pour les nécessités de la pièce que les choses se passent ainsi ; mettons, si vous voulez, qu'elle est restée six années dans ce couvent et cela rendra sa transformation plus vraisemblable. La transformation toutefois n'est pas très complète. La fille sauvage — qu'on appelle à présent Marie — a gardé des instincts bestiaux qui se révèlent de temps en temps et comme elle admire et affectionne son sauveur, elle veut le lui prouver en une subite expansion de sa nature primitive. Tout-à-coup on frappe trois coups à la porte de la chapelle, signal dont Moncel, qui avait précédemment, causé avec la mère supérieure, connaît le sens très banal, mais que Marie ignore absolument ; elle croit à une intervention divine, à un miracle et tombe anéantie sur le seuil sacré.

Quatrième acte. Marie a achevé de s'instruire et de se polir, mais depuis qu'elle s'est sentie l'objet d'une protection miraculeuse, toutes ses ardeurs se sont tournées en pitié : elle veut se faire carmélite. Cela ne convient pas du tout à Paul Moncel qui est rationaliste et poursuit le projet de

renvoyer Marie chez les Amaras pour qu'elle devienne la femme de Kigerick, fils d'Abeliao, lequel vient de mourir. Kigerick est roi ; Marie sera reine et introduira la civilisation sur ce coin arriéré de la terre d'Afrique. La bonne supérieure, alléchée par la perspective de tout un royaume barbare, conquis de la sorte à la foi chrétienne, approuve le plan et y prête son appui. Vains efforts. Marie veut être carmélite. Pour la décider, Moncel lui révèle que ce qu'elle a pris pour une manifestation surnaturelle n'était qu'une vulgaire coïncidence !... Alors, un brusque saut de vent s'opère en elle ; elle brise son crucifix et le Dieu des chrétiens n'est plus rien à ses yeux ; elle le compare aux idoles qu'adoraient les siens ; elle se sent de la haine pour lui parce qu'il l'a trompée. Ces sentiments, qu'on voit s'affirmer au cinquième acte, sont à leur apogée au sixième. Marie est de retour au pays des Amaras ; elle est leur reine ; elle domine, par le prestige de l'intelligence et de l'instruction ; elle a proscrit les missionnaires et interdit toute manifestation chrétienne et la toile tombe, précisément, au moment où, atterrée par la nouvelle de la mort de Moncel qui vient de lui parvenir, elle surprend un missionnaire évangélisant les sauvages et donne l'ordre de lui trancher la tête...

Tout cela est heurté, bizarre, tout ce qu'il y a de moins scénique et pourtant cela fait songer. « Au cours de la première représentation, racontait un spectateur, je me disais : c'est absurde ; le soir, en repassant mes impressions, je me suis dit : c'est curieux ; depuis lors je ne cesse de penser à quel point cela est captivant ». La gradation est très finement observée. C'est absurde, parce qu'une pareille pièce est contraire à notre

conception de l'art dramatique ; c'est curieux à cause de tout le talent qu'y a mis l'auteur ; c'est captivant parce que la question est des plus hautes et des plus actuelles. Qu'a voulu prouver M. de Curel ? On s'est pas mal disputé pour découvrir ses intentions finales. Au fait, en avait-il ? Ce n'est pas certain. En tous cas, voici ce que l'on découvre dans son œuvre et ce sont, en fin de compte, deux idées très justes. La première, qu'il est impossible de civiliser des barbares autrement qu'en les christianisant ; la seconde, que cette christianisation demeure très superficielle et très précaire. Qu'est-ce qui a prise sur la fille sauvage ? C'est la religion. À quoi tient cette religion ? À un fil. Tout rationaliste qu'il est, Paul Moncel est bien obligé de confier sa pupille à un couvent et quelle que soit l'empreinte mise sur celle-ci par le couvent, un rien suffit à l'effacer. L'explorateur et la religieuse sont également impuissants. Les hérédités ne se remplacent pas ; elles se perdent et s'acquièrent lentement. Vous avez beau éduquer le barbare, l'instruire à fond, le transplanter, le dépayser, il ne peut devenir semblable à vous ; des abîmes le séparent de vous...

Ces idées, qui ont été d'ailleurs étudiées et exposées scientifiquement, ont ceci de bon qu'elles éclaireront beaucoup l'œuvre de la colonisation sans la décourager. Il importe que le zèle des pionniers de la civilisation, missionnaires ou autres, ne se ralentisse pas ; mais il faut aussi qu'il soit moins entier, moins absolu, que leur confiance en eux-mêmes ne s'exalte pas en d'imprudentes audaces, qu'ils ne bouleversent pas d'une main violente et systématique, les lois, les coutumes, les traditions, la mentalité du peuple qu'ils veulent conquérir, auquel ils désirent ménager l'accès d'une vie supérieure. Il y a

bien peu de religions, si rudimentaires soient-elles, qu'on ne puisse vivifier par la notion de la fraternité, base du christianisme au point de vue de son rôle d'expansion ; il y a bien peu d'organisations sociales, quelle qu'en soit l'imperfection, auxquelles on ne puisse superposer la notion de l'égalité de la justice, essence de la civilisation moderne au point de vue politique... La grande leçon qui se dégage des expériences faites et que le dernier congrès de sociologie coloniale, réuni à l'occasion de l'Exposition universelle, a d'ailleurs proclamée, c'est qu'il faut laisser aux peuples retardataires, le plus possible de ce qu'ils ont acquis et ne leur apporter que ce qui paraît strictement nécessaire à leur Européanisation progressive. Quant à considérer que cette Européanisation ne peut pas être légitimement tentée, que leurs religions valent les nôtres, qu'ils sont *autres*, mais non *moindres* que nous, ce sont là d'aimables sophismes qu'on soutient au fumoir, après un bon dîner, mais qui n'ont ni valeur ni portée : paradoxes de décadence dont on peut sourire un instant mais dont il ne faut jamais se faire une règle de conduite.

La « Fille Sauvage » de M. de Curel apporte le tribut de l'art dramatique à la discussion de ces très hautes questions ; dire cela d'une pièce de théâtre ce n'est pas évidemment prouver qu'elle soit très amusante, mais c'est lui reconnaître pourtant une vraie valeur. La critique vaut-elle l'éloge aux yeux de l'auteur ? Cela dépend du but qu'il s'est proposé.



QUESTIONS FINANCIÈRES

Ferons-nous ou ne ferons-nous pas de Bulletin Financier ? Nous nous en rapportons à vous, lecteurs, indécis que nous sommes encore entre la difficulté de rédiger un Bulletin qui ne peut être qu'indépendant en toutes choses — et le désir de vous être agréable. Si nous le faisons, ce sera sans phrases et sans tenter d'établir entre la politique générale et les fluctuations du marché des concordances souvent plus ingénieuses que justifiées ; ce sera également sans vous inciter à des achats de valeur à fluctuations rapides. Si vous voulez « jouer » il y a quantité de petites feuilles spéciales qui vous offriront de bonnes occasions, pêle-mêle avec les mauvaises. Pour cette fois, nous n'aurions à attirer votre attention que sur une nouvelle émission de rentes Russes prévue pour ce Printemps (encore que la Russie ait un peu abusé des émissions, ce sont toujours des Fonds d'État et de grand État) — sur le renouveau que le plan Rouvier, admiré de tous ceux qui le connaissent, paraît devoir apporter aux valeurs ottomanes — sur l'emprunt algérien de 100 millions que la chambre va probablement autoriser — enfin sur la « société d'Éclairage, de chauffage et de force motrice » plus connue sous le nom de Société Chamon, qui va, pratiquement, se substituer à la Compagnie Parisienne du gaz, avant même que celle-ci ne disparaisse et assurer aux habitants de la capitale le gaz à 20 centimes.

Grande réforme longtemps désirée et si ingénieusement combinée que tout le monde est content, consommateurs, personnel, anciens... et futurs actionnaires. Comment les titres de la Société Chamon, dans ces conditions, ne feraient-ils pas prime, à peine émis ? L'autorisation du Parlement ne saurait faire de doute ; elle est déjà demandée.



BIBLIOGRAPHIE

Parmi les dernières publications importantes de nos grands éditeurs il convient de relever :

Chez HACHETTE et C^{ie} (79, boulevard Saint-Germain, Paris). — Le tome quatrième de l'*Histoire de France* publiée sous la direction d'*Ernest Lavisse* de l'Académie Française : Ce tome est consacré aux premiers Valois et à la Guerre de Cent ans. — *Charles le Téméraire et la Ligue de Constance* par E. Toutey (7 fr. 50). — *La Sculpture Grecque* par André Joubin, illustré (10 fr.). — *Les Jésuites à Poitiers (1604-1452)* par Joseph Deltour (7 fr. 50). — *Victor Hugo, leçons faites à l'École Normale supérieure par les élèves de deuxième année (lettres) en 1900 et 1901, sous la direction de F. Brunetière, de l'Académie Française, 2 vol.* (7 fr.). — *Rollin, sa vie, ses œuvres et l'université de son temps*, par H. Ferté (7 fr. 50). — *Histoire de la marine française depuis les débuts de la monarchie jusqu'au traité de paix de 1763 par le capitaine de vaisseau Chevalier* (7 fr. 50). — *Le poète Edward Young (1683-1765)* par W. Thomas (10 fr.).

Chez CALMANN-LÉVY (3, rue Auber, Paris). — Collection à 3 fr. 50 : *Le roman de Léonard de Vinci* par D. de Merejkowsky. — *La Chesnardière* par Léon de Tinseau. — *Vain amour* par Jacques Trève. — *Cigale* par Julien Reyne. — *Sous le Danebrog* par le duc de Guise. — *Terres maudites* par V. Blasco-Ibanez. — *La Terre du passé* par Anatole Le Braz. — *Tout en Rose* par Richard O'Monroy. — *Les Derniers jours de Pékin* par Pierre Loti. — *Les Doctrines de Haine* par A. Leroy-Beaulieu. — *L'autre amour* par Claude Ferval. — Enfin, la *Dernière Gerbe* de Victor Hugo (6 fr.) — *Le Maréchal Ney* par le comte de la Bédoyère (7 fr. 50), et *Mon Grand-Père* par Georges-Victor Hugo (brochure, 1 fr.).

Chez MASON et C^{ie} (120, boulevard Saint-Germain, Paris). — *Traité de chimie agricole, développement des végétaux, terre arable, amendement et engrais* par P. Deherain, membre de l'Institut (18 fr.). — *Almanach de l'agriculture* publié pour 1902 par Henri Sagnier (0 fr. 50). — *Physiologie des Plantes* par V. Palladine, professeur à l'Université impériale de Saint-Pétersbourg, traduit du russe (6 fr.) — *L'Art de greffer* par Charles Baltet, horticulteur à Troyes (4 fr.). — *Les Orages et*

la grêle par J. R. Plumandon (2 fr. 50). — *Les Prairies* par F. Berthaut, professeur à Grignon (2 fr. 50), — *Traité d'hygiène* par A. Proust (18 fr.).

Chez FÉLIX ALCAN (108, boulevard Saint-Germain, Paris). — *Le Contrat de Travail*, le rôle des syndicats professionnels, par Paul Bureau (6 fr.). — *Les limites de la Biologie* par J. Grasset (2 fr. 50). — *Les Caractères* par F. Paulhan (5 fr.). — *Du Beau*, essai sur l'origine et l'évolution du sentiment esthétique par L. Bray (5 fr.). — *Psychologie du rire* par L. Dugas (2 fr. 50).

À propos de cette édition électronique

Ce livre électronique est issu de la bibliothèque numérique [Wikisource](#)^[1]. Cette bibliothèque numérique multilingue, construite par des bénévoles, a pour but de mettre à la disposition du plus grand nombre tout type de documents publiés (roman, poèmes, revues, lettres, etc.)

Nous le faisons gratuitement, en ne rassemblant que des textes du domaine public ou sous licence libre. En ce qui concerne les livres sous licence libre, vous pouvez les utiliser de manière totalement libre, que ce soit pour une réutilisation non commerciale ou commerciale, en respectant les clauses de la licence [Creative Commons BY-SA 3.0](#)^[2] ou, à votre convenance, celles de la licence [GNU FDL](#)^[3].

Wikisource est constamment à la recherche de nouveaux membres. N'hésitez pas à nous rejoindre. Malgré nos soins, une erreur a pu se glisser lors de la transcription du texte à partir du fac-similé. Vous pouvez nous signaler une erreur à [cette adresse](#)^[4].

Les contributeurs suivants ont permis la réalisation de ce livre :

- Hektor
- Shev123
- Artocarpus
- Zyephyrus
- M0tty
- Newnewlaw

-
1. [↑ http://fr.wikisource.org](http://fr.wikisource.org)
 2. [↑ http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr](http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr)
 3. [↑ http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html](http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html)
 4. [↑ http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur](http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur)